

Des eurodéputés veulent des sanctions européennes à l'encontre des responsables algériens

Les députés européens veulent accentuer la pression sur le pouvoir algérien pour qu'il libère les détenus d'opinion et il arrête ''sa politique répressive'' envers les opposants et les militants politiques.

Après avoir adopté jeudi, une résolution d'urgence, condamnant les violations des droits de l'homme en Algérie, des eurodéputés envisagent de faire pression lors du sommet européen du 11 décembre pour que des sanctions soient prises à l'encontre de certains dirigeants algériens

« Le parlement européen compte faire pression lors du sommet européen du 11 décembre pour que des sanctions soient prises à l'encontre de certains dirigeants algériens » explique Paul Germain, correspondant de TV5 Monde à Bruxelles.

Ils veulent des sanctions similaires à celles prises l'été dernier, l'encontre de dirigeants biélorusses responsables des ''violences, de la répression et de la falsification des résultats électoraux''.

Pour rappel, les 27 ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont décidé le 14 août dernier, des sanctions individuelles à l'encontre des dirigeants biélorusses responsables des ''violences, de la répression et de la falsification des résultats électoraux ».

Les sanctions concernent le gel des avoirs et l'interdiction de séjours sur le sol européen pour une quarantaine de responsables biélorusses.